



Les cafés de la statistique

"La statistique éclaire-t-elle
les questions de société" ?

Soirée du 8 novembre 2016

Le regard des Français sur leur situation et les statistiques publiques : quels enseignements ?

Synthèse des débats ^[*]

De nombreuses lignes de faille traversent la société française : elles séparent riches et pauvres, trajectoires sociales ascendantes et descendantes, France de l'emploi et France du chômage, jeunes générations et les autres, territoires prospères et territoires en déséquilibre, Français de différentes origines.

Le rapport de France Stratégie cherche à mettre au jour ces lignes de faille, en distinguant systématiquement le regard porté par les Français sur leur propre situation et les faits tels qu'ils ressortent des chiffres de la statistique publique. De cet exercice de comparaison ressort un message clair : les Français ont tendance à dépendre systématiquement une réalité grise en noir. Cette tendance s'est accentuée au cours du temps et elle est plus marquée que chez nos voisins. Plutôt que de s'en tenir à ce constat et d'opposer la vérité des statistiques à la fausseté des opinions, on se demandera quels enseignements peuvent être tirés de ce hiatus pour comprendre les maux dont souffre la société française et pour identifier les remèdes qu'on peut leur apporter. L'usage des statistiques permet ainsi d'aiguillonner la réflexion sur des questions de société.

Invité :

Fabrice Lenglard

Commissaire général adjoint à France Stratégie

Exposé introductif :

L'invité, qui a travaillé à l'Insee sur les comptes nationaux puis sur les statistiques démographiques et sociales, se présente donc comme un utilisateur de statistiques après en avoir été producteur –

^[*] Tant l'exposé liminaire que le contenu des échanges sont structurés en quelques thèmes, sans suivre l'ordre chronologique. Par ailleurs, l'identité des intervenants n'était pas toujours connue et l'on a choisi de ne pas attribuer nominativement les propos. Au reste, ceux-ci ont été reconstitués à partir des notes du secrétariat sans reprendre leur formulation détaillée. Pour retracer le débat, les thèmes sont souvent introduits sous forme d'une question : ce qui vient ensuite n'est pas la seule réponse de l'invité, mais l'ensemble des contributions des participants.

mais souligne que, dans les deux cas, il s'agit d'élaborer un discours cohérent à partir des résultats statistiques. Il est passé à France Stratégie¹ il y a environ six mois et a donc rejoint en cours de route le travail sur le rapport relatif à l'état de la société française². Il parlera dans un premier temps de la genèse de ce rapport, puis centrera son intervention liminaire sur la première partie de ce dernier, qui éclaire le hiatus entre les statistiques publiques et les sondages d'opinion.

La genèse du rapport est à chercher dans les attentats de janvier 2015 en France. Comment comprendre ? Que faire ? Beaucoup d'administrations se sont interrogées. France Stratégie a organisé pour sa part douze séminaires thématiques réunissant des personnes de tous horizons, notamment des responsables administratifs, des chercheurs, des acteurs de terrain de toutes sensibilités, afin de décrypter les traits actuels de la société française. La démarche s'est accompagnée de sondages demandés par France Stratégie à l'Ifop (Institut français d'opinion publique). Tous les matériaux ainsi recueillis ont fait l'objet d'une assez longue maturation. L'invité a pour sa part été associé à la démarche depuis six mois. Démarche qui, au départ, n'était pas assortie d'objectifs précis. Il s'agissait d'abord de décrire la société française avec des statistiques publiques et en tenant compte des perceptions des Français eux-mêmes sur la situation du pays. Sont ainsi apparues des lignes de faille³, qui sont autant de fissures qui s'entrecroisent. Il ressort de leur examen que des difficultés existent mais que la réalité, grise, est ressentie noire. Que faire de ce constat ? Il faut prendre au sérieux à la fois les chiffres et les perceptions. Les institutions qui fondent notre vivre ensemble dysfonctionnent et un pessimisme particulièrement fort des Français en découle. Cela est à traiter sur le fond car les dysfonctions sont généralisées. Il faut refonder le contrat social, donner du sens global.

Dans le détail du constat, six lignes de faille apparaissent : entre les riches et les pauvres, entre les personnes en ascension sociale et celles en déclin social, entre celles qui ont un emploi et les chômeurs, entre les jeunes et les générations plus âgées, entre les territoires en déshérence et les zones de prospérité, entre les Français de différentes origines : nationaux de vieille souche et immigrés récents ou leurs descendants.

En ce qui concerne l'opposition entre riches et pauvres, les Français ont une perception aiguë des inégalités de revenu. Parmi les différents peuples de l'Union européenne, ils se montrent particulièrement pessimistes. Aux États-Unis, où il y a de fortes inégalités, la population les sous-estime au contraire. Certes, les chiffres en France font apparaître des inégalités modérément croissantes dans la seconde moitié des années 2000 et le taux de pauvreté augmente un peu lui aussi de 2005 à 2010 (tout en restant moins élevé que dans les années 70). Mais la situation est plutôt moins bonne dans les autres grands pays de l'Europe de l'Ouest, sans que la crainte de tomber dans la pauvreté y atteigne les sommets observés en France. Par ailleurs, les inégalités en matière de patrimoine sont de loin supérieures à celles des revenus. Elles ont augmenté en France depuis une vingtaine d'années (notamment en raison du boom immobilier qui a profité aux propriétaires), sans être bien différentes aujourd'hui de celles mesurées dans les pays européens comparables, et tout en restant bien moindres que celles observées aux États-Unis.

La peur du déclassement est élevée en France depuis des années⁴ alors que les trajectoires sociales sont ascendantes en général, même si en haut de l'échelle sociale la réplique est forte (environ les trois quarts des élèves de l'ENA ont des parents cadres ou enseignants).

Le taux de chômage est élevé en France, où on constate un effet très fort de l'absence d'un diplôme. Beaucoup de gens sont enfermés dans une succession incessante de contrats de courte ou très courte durée. 40 % des Français salariés craignent du même coup de tomber dans le chômage,

¹ Voir annexe 1

² « *Lignes de faille. Une société à réunifier* » France Stratégie – Octobre 2016

³ Au début des années 2000, on parlait de « fracture sociale ».

⁴ Voir « *La peur du déclassement. Une sociologie des récessions* » Eric Maurin – Seuil - 2009

alors que la probabilité d'être chômeur dans un an avoisine 3 % seulement (mais plus de 7 % pour les ouvriers non qualifiés).

Il est à la fois vrai et faux d'affirmer que les jeunes sont moins bien lotis que ne l'étaient leurs aînés au même âge. Par génération, un quart des actifs nés avant 1950 ont connu au moins un épisode de chômage. La proportion est de un sur deux pour les personnes nées après 1960. Mais les niveaux de vie augmentent quand on passe des parents aux enfants, même si on observe une stagnation depuis la crise de 2008. Il n'y a pas de raison de penser que le niveau de vie baissera à l'avenir.

Quant à la géographie, la déshérence des territoires est ressentie dans les petites villes et les villages, qui pâtissent du phénomène de métropolisation. Quinze métropoles en France captent la moitié des richesses et 43 % des emplois. Cela dit, les PIB ou revenus disponibles calculés par habitant et par région montrent que les disparités sont plus fortes ailleurs, notamment en Italie et en Espagne.

Quant à la diversité des origines des Français, elle fait craindre des replis communautaires et donne le sentiment d'une intégration qui fonctionne mal. Les discriminations en fonction de l'origine sont avérées en matière d'emploi et de niveau de salaire. Mais cela n'empêche pas les trois quarts des immigrés arrivés enfants en France de se sentir français, dans un pays où la part des descendants d'immigrés dans la population est plus élevée qu'ailleurs. La France est par ailleurs championne en Europe des mariages mixtes⁵ (près de 12 % des unions pour une moyenne européenne de 8,4 %).

Donc des failles existent, mais le regard porté par les Français est particulièrement pessimiste. Il ne s'agit surtout pas de leur donner des leçons et de vouloir les détromper en leur démontrant que la réalité est tout autre que ce qu'ils en perçoivent. Il faut en revanche expliquer l'écart - plus élevé qu'ailleurs et qui s'accroît - entre leur perception et la réalité mesurée. On peut hasarder comme explication une exigence plus forte qu'ailleurs d'égalité entre les citoyens. Ou mettre en avant un ressenti focalisé sur les inégalités de patrimoine ou de chances.

Plus profondément, force est de constater que nos institutions sont à la peine et remplissent mal leur mission : ainsi, dans les entreprises, la distance entre dirigeants et salariés s'accroît depuis vingt ans ; l'école affiche de faibles performances et entretient les inégalités ; les services publics ont délaissé certains territoires ; les Français doutent de la protection sociale, devenue moins lisible⁶ ; ils se montrent méfiants envers l'appareil régalien, par exemple la police. Au total, une « fatigue démocratique » se manifeste par un doute sur la représentativité du personnel politique et par la dénonciation de son impuissance à régler les problèmes du pays.

Comment répondre aux attentes que ces dysfonctionnements, analysés dans la deuxième partie du rapport, révèlent ? Comment réunifier en surmontant les failles ? La troisième partie du rapport est consacrée à ce questionnement et cherche d'emblée à dissiper les illusions sur les fausses bonnes réponses que seraient une démarche technocratique, une dérive clientéliste, la croyance en la reprise d'une croissance forte⁷, le culte d'une image identitaire figée, le recours à des discours purement incantatoires ou encore l'illusion autoritaire.

La seule démarche qui vaille est de refonder le contrat social pour lui donner du sens. Plusieurs voies sont possibles pour cela : accepter par exemple l'idée d'un individualisme affirmé des membres de la société et adapter les institutions en conséquence, c'est-à-dire de façon plus libérale, au sens non seulement économique mais politique du terme ; ou bien créer du collectif à partir des liens de proximité sous le signe de la fraternité ; ou encore, restaurer le cadre républicain à base d'égalité et surtout d'équité. Ces orientations possibles appellent beaucoup de débats et l'approche des élections présidentielles peut en offrir l'opportunité.

⁵ Une personne née française s'unissant à une personne née étrangère.

⁶ Après trois réformes des retraites destinées à sauver le régime par répartition, les jeunes Français sont persuadés qu'ils n'auront pas de retraite...

⁷ La croissance ne dépassera vraisemblablement pas 1 à 1,5 % par an à moyen terme.

Débat :***Un écart dû à des mesures contestables ?***

Il y a entre la perception et la mesure statistique, intervient une participante, un hiatus que l'invité attribue notamment à une défiance assez générale envers les institutions. Et si les citoyens n'avaient pas tout à fait tort de voir la réalité en noir ? Il faudrait, pour mieux rendre compte des faits, s'intéresser davantage aux situations extrêmes. Il faudrait par exemple définir la pauvreté dans sa multidimensionnalité et pas seulement à partir d'un niveau de revenu. Il faudrait, de la même façon, multiplier les regards sur l'emploi et le chômage et diversifier les mesures possibles de ces phénomènes. Et on pourrait discuter fortement aussi de la pertinence de la mesure de l'inflation ou des agrégats économiques communément utilisés. Cela dit, l'intervenante admet que les statistiques aient de la difficulté à prendre en compte rapidement la complexité croissante de nos sociétés.

L'invité insiste sur le fait que le rapport de France Stratégie ne dit pas du tout qu'il y a une vraie vie et que les Français ne la perçoivent pas comme ils le devraient. Le rapport constate un écart important entre la perception et la mesure. Cette dernière est-elle défaillante au point de faire douter de l'écart ? Il y a quinze ans, on ne faisait pas de statistiques sur les situations extrêmes alors que c'est le cas maintenant. On enrichit en permanence le dispositif statistique. On construit de nouveaux indicateurs pour enrichir la connaissance des phénomènes et la statistique publique sait aujourd'hui tenir un discours balancé. Par exemple, en matière de pauvreté, on ne s'en tient pas au seuil de pauvreté (moins de 60 % du revenu médian) mais on affiche beaucoup d'autres indicateurs. En matière d'emploi, l'Insee s'intéresse au sous-emploi, au halo du chômage, etc. Sur l'inflation, les contestations méthodologiques ont été fortes dans les années 70 mais elles ont été surmontées. Elles semblent circonscrites aujourd'hui aux délicates questions entourant les substitutions de produits et la mesure de l'effet-qualité. D'ailleurs, les courbes d'opinion sur l'évolution des prix suivent avec un petit décalage les évolutions de l'indice des prix à la consommation.

Un participant pense que les perceptions se construisent sur l'accumulation des désavantages et demande si l'observation des failles dénoncées a tenu compte de ce phénomène. Mais cette accumulation concerne une faible part de la population alors que le pessimisme est généralisé chez les Français et plus accentué qu'ailleurs. Un autre intervenant estime qu'il aurait fallu, pour mieux assurer les interprétations, privilégier la mesure des évolutions par rapport aux niveaux absolus, à quoi l'invité objecte que la recherche de séries temporelles et de comparaisons internationales a été systématique mais qu'il n'a pas toujours été possible de faire à propos des perceptions un rapprochement entre niveau et évolution.

Les auteurs du rapport ont fait du bon travail, opine une participante, en rassemblant une riche information. La vision qui en découle ne doit pas être figée car la situation n'est pas stable : les tendances s'entrechoquent et il faut être conscients que beaucoup de gens décrochent et perdent espoir. L'immigration en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient ajoute aux difficultés ressenties. Certains phénomènes importants échappent pour le moment à la mesure, par exemple les solidarités qui se nouent dans les banlieues, les réussites entrepreneuriales qu'on y observe ou, de manière moins positive, les réactions de rejet dans un territoire donné à l'encontre des nouveaux arrivants qui en transforment profondément la physionomie. Mesurer ces phénomènes aiderait à mieux comprendre les causes de la situation actuelle⁸.

⁸ Dans un tout autre registre, un participant a regretté que le rapport ne se soit pas intéressé à la perception qu'ont les Français de l'impact de la science sur leur société.

Un participant dira que certes il ne faut pas culpabiliser les Français sur leur perception éloignée des réalités, mais qu'il ne faut pas non plus culpabiliser les statisticiens en laissant entendre qu'ils mesureraient des choses fausses !

Un écart dû à des perceptions biaisées ?

L'écart entre statistique et perception amène un participant à s'interroger : qu'est-ce que l'opinion au juste ? Est-ce ce que pensent effectivement les gens ? Ou est-ce ce par quoi ils sont influencés, en provenance notamment des médias ? A cet égard, indique l'invité, un récent article du journal *Le Monde* montrait à quel point le recours aux réseaux sociaux pour s'informer (pratique de moins en moins marginale semble-t-il) a pour effet de conforter chacun dans ce qu'il pense, avec pour conséquence un écart croissant entre perception et réalité⁹. Le même quotidien, dans son éditorial du 13 octobre 2016 rendant compte du rapport de France Stratégie, insistait sur la distance entre la réalité et la perception qu'en ont les Français et fustigeait leur pessimisme, négligeant quelque peu les causes profondes de cette distance.

Un autre participant revient sur la méthodologie du rapport : les faits traduits par des statistiques ont été rapprochés de quelque chose qui est sans doute un mélange de perceptions (y compris de perceptions des évolutions) d'enjeux personnels et d'attentes. Sans doute les personnes interrogées ont-elles été plus sensibles à ce qui a changé pour elles qu'à ce qui est. Dans le débat politique, les gens réagissent beaucoup en fonction des difficultés qu'ils connaissent personnellement. Certains ne veulent pas du tout partager avec tous, d'autres veulent au contraire un maximum de solidarité. S'agissant d'éclairer l'avenir, il aurait été intéressant que la démarche adoptée permette de mesurer l'influence de ces dispositions d'esprit par rapport aux principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

D'autres interventions soulignent que les personnes interrogées avaient peut-être en tête, dans leurs réponses, des considérations portant à la fois sur les niveaux et les évolutions, ou à la fois sur leurs revenus et leur patrimoine ; que peut-être des confusions se sont introduites entre revenus avant et après distribution, qui expliqueraient en partie la forme des distributions de revenus perçues et mesurées ; que peut-être les auteurs du rapport ont un peu trop privilégié les graphiques en pyramide, etc. Par ailleurs, les caractéristiques individuelles ne pourraient-elles expliquer le niveau de pessimisme ? Lequel est sans doute très inégal selon les catégories de personnes interrogées ?¹⁰

Les gens n'ont pas les mêmes références que les statisticiens, pense une autre personne. Il convient selon elle de les interroger sur ce qui va bien et sur ce qui va mal. On rejoint ainsi leurs attentes légitimes. Un exercice de cette nature a été fait à l'université Paris-I auprès d'anciens étudiants en mastère : il révèle qu'en matière d'emploi et de conditions de travail les intéressés ne se plaignent pas mais qu'ils ne sont pas du tout satisfaits de percevoir 2 500 € en étant titulaires d'un diplôme bac+7.

Autre exemple, cette fois quant à la santé : il y a maintenant des maladies dégénératives avec possibilité de traitement ; par rapport aux moyens actuels serai-je, moi, bien soigné ? Ces attentes légitimes fondent les perceptions et il se trouve que sur beaucoup de points les Français se montrent plus exigeants que ne le sont par exemple les Anglo-Saxons.

Se présentant comme prospectiviste, un participant manifeste sa réserve quant à la construction de la perception et donc à sa mesure. La qualité de la perception devrait être prise en compte mais ne l'est pas. On le sent bien quand on constate que dix petits délits de 10 € chacun finissent par peser davantage qu'un délit portant sur des centaines de millions d'euros ! La perception est au ras des pâquerettes ! Tel général se plaint sans cesse des moyens de l'armée française mais néglige le fait que

⁹ « *Facebook, faux ami de la démocratie* », enquête, *Le Monde* daté du jeudi 3 novembre 2016

¹⁰ La personne qui s'interroge ainsi renvoie aux premiers résultats de l'enquête « *Trajectoire et origines* » de 2008 publiés en octobre 2010 dans le n° 168 des documents de travail de l'Ined : https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/19558/dt168_teo.fr.pdf

celle-ci intervient simultanément sur quatre territoires d'opérations ! En matière de santé, à soins égaux, un hôpital ne sera pas jugé du tout de la même façon si on y passe un quart d'heure d'attente dans une salle de 12 chaises ou deux heures d'attente dans un espace de 100 chaises. Et si les files d'attente aux expositions s'allongent, cela est moins dû à l'engouement du public pour l'art qu'aux formalités de sécurité qui ralentissent les flux ! Dans son ouvrage *Progress*, Yohan Norberg affirme contre tous les pessimistes qu'en 2016 l'humanité a connu sa meilleure année.

L'invité note pour sa part que, dans la perception des évolutions par les Français, il y a par exemple chez eux un sentiment plus prononcé qu'ailleurs d'appauvrissement croissant, alors que ce sentiment est exagéré. Certes, la grande pauvreté a augmenté de 50 % en dix ans mais elle concerne des effectifs très faibles ; l'association ATD Quart Monde elle-même relativise et souligne que peu de personnes sont exposées à un risque réel de tomber dans la grande pauvreté !

Un écart avéré, mais dû à quoi ?

Plaisamment, un participant note que la situation évoque pour lui celle d'un malade à qui son médecin ferait observer que sa santé n'est pas mauvaise du tout et qu'il bénéficie d'un cadre familial et professionnel enviables, sans discerner en lui les signes d'une dépression profonde ! Un autre réagit à ce propos en émettant l'opinion que le rapport de France Stratégie pousse à ce genre d'explication unidimensionnelle. Le passage du chapitre un au chapitre deux lui paraît discutable en ce qu'il avance comme unique explication à l'écart constaté entre perceptions et mesures la défiance envers les institutions¹¹. Or, à partir d'une enquête du Cevipof en 2015, Jean Chiche a montré que les Français n'étaient pas si défiants : 82 % font confiance aux hôpitaux et 75 % à la police¹² ; la confiance ne s'effondre que quand il s'agit des médias ou du personnel politique. Il n'apparaît pas évident en tout cas aux yeux de cet intervenant que les Français attendent d'abord des institutions (école, hôpital, etc.) que toutes les personnes soient traitées exactement de la même façon, mais plutôt que ces institutions rendent effectivement le service public qui leur est confié : éduquer, soigner...

L'invité répond que l'explication avancée par le rapport n'est pas une défiance généralisée mais le fait que les institutions dysfonctionnent bel et bien, surtout si on a en tête que la France des derniers siècles s'est construite autour de l'idéal d'égalité. Des attentes légitimes ne sont pas satisfaites : le système de santé n'est pas si performant et on peut en dire autant de l'école ! Il y a beaucoup de facteurs d'inégalité observables dans notre société¹³. La promesse d'égalité républicaine n'est pas tenue. Il y a de fait une dépression collective car nos institutions ne remplissent pas le contrat social. Certes, il faut prendre en compte le mode de construction des perceptions et l'évolution de celles-ci mais on ne peut nier – car cela est objectivable – qu'il y a en France plus de pessimisme qu'ailleurs.

Un doute subsiste chez certains participants : le mal est-il vraiment français ? Il faudrait davantage de statistiques dans la durée pour les convaincre. Et puis, le même exercice pratiqué il y a vingt ou quarante ans n'aurait-il pas donné le même résultat ? Nos institutions fonctionnent-elles vraiment moins bien aujourd'hui qu'hier ? Dans les années 1950-55, les inégalités sociales se reproduisaient tout autant qu'aujourd'hui mais il y avait une plus grande diversité des emplois. Y a-t-il vraiment aggravation des dysfonctionnements de l'école ? Dès lors, faire évoluer les institutions arrangerait-il réellement les choses ? Autrement dit, à supposer que le pessimisme ambiant soit expliqué par le dysfonctionnement des institutions, un meilleur fonctionnement de celles-ci mettrait-il fin au pessimisme ?

¹¹ Voir par exemple « *La société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit* », par Yann Algan, Pierre Cahuc Coll. Cepremap, éditions rue d'Ulm

¹² Communication au colloque « Sondages » de la SFdS – octobre 2016 – Gâtineau (Canada)

¹³ Voir Thomas Piketty sur son blog : « ... le niveau de ségrégation sociale observée dans les collèges atteint des sommets inacceptables, notamment à Paris. »
<http://piketty.blog.lemonde.fr/2016/08/31/le-gouvernement-souhaite-t-il-vraiment-la-mixite-sociale/>

Le rapport ne dit pas qu'il faut régler les institutions dans le but de supprimer l'écart entre perception et mesure mais qu'il faut les régler parce qu'elles dysfonctionnent, insiste l'invité. L'exemple de l'école est de son point de vue éclairant : la reproduction sociale s'est aggravée au cours des dernières décennies comme le montre, par exemple, l'évolution du recrutement des polytechniciens. Par ailleurs, il y a simultanément une évolution forte du niveau d'éducation de la population et des exigences des marchés du travail. Certes, les jeunes finissent par s'intégrer sur le marché du travail et, quelques années après le début de leur vie active, leur taux de chômage rejoint la moyenne (plus vite au surplus que nombre d'autres pays européens, comme le Royaume Uni par exemple) mais le gros problème est celui des non diplômés, que notre système d'éducation produit en grand nombre.

Plus généralement, observe un participant, la société française fait beaucoup de discriminations et bien des progrès seraient possibles en la matière.

Des voies de progrès ?

Comme l'a indiqué l'invité à la fin de son propos liminaire, plusieurs voies apparaissent possibles pour la reconstruction du contrat social. Le « retour du sens » peut venir de réponses politiques différentes.

Selon un participant, un scénario libéral n'arrangerait pas les choses. Croit-on qu'avec cent milliards de moins de dépenses publiques et la suppression de 300 000 emplois publics on rétablira le plein-emploi dans un pays où déjà les cadres au chômage ne voient que deux fois en six mois leur conseiller ? Un autre admet l'idée qu'agir sur les institutions puisse avoir de bons effets mais observe que les politiques ne tiennent malheureusement pas ce discours (ce qui peut expliquer que le moral des Français baisse). Pourtant, un consensus est possible sur des questions concrètes, par exemple les écarts de patrimoine. L'accumulation de patrimoine au bénéfice des seniors n'est pas légitime, qui repose sur l'inflation des années 70 (laquelle a grandement favorisé les emprunteurs) et sur l'accroissement de la valeur des biens immobiliers ces quinze dernières années. S'attaquer vraiment aux patrimoines est envisageable selon ce participant, qui fait état des contradictions dont chacun est porteur entre ses intérêts propres et son attachement à la devise « Liberté, égalité fraternité ». Il suffit de penser à l'indignation collective qui s'exprime quand un enfant sans-papiers est expulsé. On peut être entendu avec des arguments sur le fond jouant sur la proximité et la confiance.

Les niveaux de patrimoine ont certes augmenté mais la distribution du patrimoine a peu changé, observe l'invité. Il y a surtout creusement des inégalités entre les propriétaires et les locataires et entre les générations. France Stratégie réfléchit au problème posé par la concentration du patrimoine entre les mains des seniors issus du baby-boom, patrimoine dont la transmission va augmenter fortement dans les prochaines années. De fait, on hérite de plus en plus tard et c'est un vrai sujet. Faut-il taxer davantage les successions ? Atkinson, dans son ouvrage sur les inégalités¹⁴, propose de taxer le donataire tout au long de sa vie.

Revenant sur la démarche politique souhaitable, un participant expose ses vues sur le « combat de convictions » qui lui semble caractériser la manière dont le débat politique se déroule en France. Il explique qu'une meilleure compréhension de la formation des convictions contribuerait selon lui à des débats plus constructifs et porteurs de réels progrès, grâce à la recherche conjointe des raisons des différences de points de vue¹⁵.

L'invité se déclare en accord avec ces propos, réserve faite de l'idée d'un « combat de convictions ». Le rapport s'est penché sur la perception en général ; à partir de quoi il faut poser les bons problèmes sur la base du constat. Des convergences apparaissent alors possibles. Par exemple, une

¹⁴ *Inégalités* (Inequality. What Can Be Done ?), Anthony B. Atkinson, préface de Thomas Piketty, Seuil, 2016

¹⁵ Ce participant a bien voulu retracer sa pensée dans un texte qui est joint en annexe 2.

démarche féconde pour que les institutions produisent un service correspondant aux attentes est de déterminer avec clarté les principales missions à confier à chacune. France Stratégie s'est livrée à un exercice de cette nature sur les missions confiées à l'école¹⁶ en se demandant ce qu'il se passerait si on repartait à zéro ? Quelle est la mission principale de l'école ? Préparer au monde professionnel ? Développer les potentialités de chacun ? Donner à tous le même socle de connaissances générales pour « faire société » et vivre ensemble ? Selon les choix effectués quant à la mission principale de l'école, on ne construit pas le système scolaire de la même manière. Il faut donc clarifier les principales missions possibles, puis choisir et, en tout état de cause, donner plus d'autonomie aux établissements scolaires¹⁷. Le raisonnement vaut pour tous les services publics. Ne pas choisir, c'est vouloir tout faire et c'est probablement tout faire mal.

Au fait, comment le contenu d'un tel rapport est-il élaboré et validé ?

La réponse de l'invité est simple : au départ de la réflexion, il n'y avait pas d'idée précise sur ce que serait le contenu du rapport. Les matériaux rassemblés par les douze séminaires thématiques ont servi de base au travail de rédaction confié aux départements de France Stratégie, sous la conduite d'un rédacteur en chef, d'un comité éditorial (constitué pour l'essentiel de la hiérarchie de France Stratégie) et, bien sûr, du commissaire général en personne (qui a défini le plan du rapport). Le texte a été remanié autant qu'il l'a fallu pour être jugé solide.

A la demande d'une participante, il est précisé que les travaux des séminaires ont permis des vues d'ensemble, des mises en perspective, mais n'ont pas apporté d'informations vraiment nouvelles. Cela dit, un témoignage a marqué les esprits : celui de Didier Lapeyronnie, sociologue de terrain, qui, dans le cadre du séminaire de mai 2015 (« Ghettos communautaires : quelles fractures, quelles réponses ? »), a fait état du délabrement rapide observé dans certains quartiers, de l'impossibilité d'en parler avec les populations concernées sans qu'elles dénoncent l'absence de réponse des institutions à leurs problèmes, et de la canalisation qui en résulte selon lui vers le religieux.

Cette précision amène une participante à signaler que, dans ces mêmes populations, les jeunes générations se sentent distantes de la France. Pourtant, observe l'invité, cette distance n'apparaît pas plus marquée, selon les enquêtes, dans les tranches d'âge les moins élevées.



¹⁶ Voir son rapport « *Quelle finalité pour quelle Ecole ?* », septembre 2016.

¹⁷ Un participant fera préciser que cette plus grande autonomie doit s'entendre pour les contenus, les moyens et les méthodes d'enseignement et non pour les critères de recrutement des élèves, sauf à risquer de dangereuses dérives comme on en observe depuis vingt ans aux Etats-Unis, où les chefs d'établissement n'ont plus d'obligation fédérale de respecter la mixité entre Blancs et Noirs.

Annexe 1 : France Stratégie

France Stratégie est un organisme de réflexion, d'expertise et de concertation placé auprès du Premier ministre.

Créé par décret le 22 avril 2013, France Stratégie se veut à la fois un outil de concertation au service du débat social et citoyen, et un outil de pilotage stratégique au service de l'exécutif.

France Stratégie s'appuie sur des équipes d'analystes confirmés, compétents principalement dans les questions économiques, sociales, d'emploi, de développement durable et de numérique.

Il est également chargé de coordonner un réseau de huit organismes : le Conseil d'analyse économique (CAE), le Conseil d'orientation des retraites (COR), le Conseil d'orientation pour l'emploi (COE), le Haut Conseil de la famille (HCF), le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM), le Haut Conseil du financement de la protection sociale (HCFi-PS), le Conseil national de l'industrie (CNI) et le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

France Stratégie peut, dans ses domaines d'expertise, répondre à toute commande passée par le Premier ministre, qu'il s'agisse d'éclairer l'avenir, de contribuer aux choix de politique publique, d'organiser des concertations ou d'évaluer des dispositifs et des politiques.

Quatre missions complémentaires orchestrent son action :

- **Évaluer** les politiques publiques, de façon indépendante et exemplaire.
- **Anticiper** les évolutions de la société française, qu'elles relèvent de l'économie, du social, du développement durable ou des technologies et analyser les questions qu'elles posent à moyen terme, afin de préparer les conditions de la décision politique.
- **Débattre**. France Stratégie a vocation à être une maison ouverte, dialoguant avec les partenaires sociaux, la société civile, les entreprises, la communauté des spécialistes et le monde universitaire.
- **Proposer** des politiques/réformes/orientations au gouvernement, en mettant en lumière les arbitrages possibles, les expériences étrangères et les positions des acteurs.

Le Commissariat général du Plan (CGP), créé en 1946 et dont Jean Monnet fut le premier Commissaire, est né de la volonté de refonder l'économie française ; il a accompagné l'effort de reconstruction de la France au sortir de la guerre. Il a été transformé en Centre d'analyse stratégique (CAS) en 2006. Créé par le décret du 22 avril 2013, le Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP) lui a succédé, doté de missions élargies, sous le nom d'usage France Stratégie.

Annexe 2 : Contribution d'un participant (*développement de propos tenus en séance*)

Le rapport propose d' « ouvrir un débat pour décider ensemble ». Or, on observe que le supposé débat n'est souvent qu'un combat de convictions, plutôt qu'une délibération cherchant une voie partagée. « Il n'est pour moi pas douteux que j'aie raison : tant dans mon analyse de la situation et de ses causes que quant aux thérapeutiques à entreprendre. Ceux qui sont d'un avis différent sont nécessairement stupides, ignorants ou égoïstes. » Dès lors, chacun tente de prévaloir. Une solution, une décision, n'est souvent qu'un passage en force, qui laisse intactes les positions hostiles. Fût-elle excellente, son application sera contrecarrée par celles-ci. On en changera avant d'en avoir eu les premiers fruits. Ainsi, depuis cinquante ans, il y a eu une bonne trentaine de ministres de l'éducation qui ont, chacun, fait leur propre réforme...

Il faudrait donc d'abord comprendre comment se forment les convictions. Là, justement, le rapport [*de France Stratégie*] mentionne, en annexe, une enquête où l'on peut confronter non pas tout de suite les représentations avec une réalité supposée établie par les statistiques, mais qui juxtapose des opinions chez les mêmes personnes. Les deux premières questions citées montrent que 33 % sont optimistes quant à l'avenir de la société, tandis que 57 % le sont quant à leur propre avenir. Les deux dernières questions citées, de cette enquête, montrent que les failles, les lignes de fracture qui nous semblent menacer la société se font sur des appartenances qui, en gros, sont celles auxquelles la majorité de nous n'accordent que peu d'importance. De même, les enquêtes de conjoncture de l'Insee auprès des industriels ont depuis longtemps montré qu'ils sont plus optimistes sur leur propre futur que sur celui de l'économie en général. De même, selon l'enquête de l'Insee sur la victimation, les gens qui se sentent le plus en insécurité sont plutôt ceux qui ne rapportent que peu d'atteintes.

L'écart entre perception personnelle et représentation d'ensemble n'est du reste pas de même sens pour tous les sujets. Ces apparentes incohérences sont souvent expliquées par le fait qu'on juge d'abord selon son expérience proche et que l'on imagine ce qui est plus loin, hors de perception, selon l'écho qui nous en est rapporté : écho parfois amplifié, parfois assourdi. Concurrence entre le biais de proximité et un effet de loupe médiatique (tant par les faits qui sont ou non révélés que par les interprétations des commentateurs et les remèdes qu'ils en déduisent)... Mais d'autres facteurs doivent intervenir aussi.

Ensuite, si l'on veut juger de ces représentations au regard de la réalité, parle-t-on de la même chose ? Ici, plusieurs interventions ce soir [*i. e. lors du Café de la statistique du 6 novembre 2016*] ont signalé : si on dit « revenu », beaucoup comprennent gain, revenu direct, là où la statistique porte sur le disponible, après redistribution (et, par « unité de consommation ») ; la statistique mesure deux états successifs, puis calcule l'évolution, là où les personnes ont eu une perception directe de l'évolution ; on a une certaine notion en tête et les statisticiens en mesurent une autre ; etc. C'est là sans doute qu'il ne faut ni prétendre réduire les représentations en écrasant leur « erreur » par l'objectivité de la statistique, ni écarter le « mensonge » de la statistique au nom de la légitimité du ressenti.

Plutôt donc que d'ouvrir un débat entre positions fermées, chercher à ouvrir les esprits à la différence : Si la personne devant moi pense différemment, c'est justement ça qui est intéressant ! On peut alors chercher ensemble le pourquoi de l'écart. Et, là seulement, demander¹⁸ à la statistique d'éclairer cette recherche d'une compréhension mutuelle. Puis seulement alors, construire une décision commune.

oOo

¹⁸ Passer commande et non laisser aux parties la faculté de choisir dans l'existant les statistiques qui les arrangent, comme armes pour réduire les contradicteurs au silence.